

PROCÈS-VERBAL :

1er Forum hydrométéorologique de l'Afrique centrale

14-16 novembre 2018



Avis de non-responsabilité

Le compte rendu du Forum Hydromet de la CEEAC est une publication du Secrétariat général de la CEEAC, avec les contributions du gouvernement du Gabon, de l'Organisation météorologique mondiale, de l'AMCOMET, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de l'Union européenne, de l'UNISDR, du PNUD, du WASCAL, de l'ACMAD, du CILSS et de la Commission de l'Union africaine (« partenaires contributeurs »).

Le Forum Hydromet de la CEEAC s'est notamment appuyé sur la composante du Résultat 2 du programme Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne, une initiative du Groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, financée par l'Union européenne et mise en œuvre par la Banque mondiale/Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR).



Les constatations, conclusions et recommandations exprimées dans le procès-verbal ne garantissent pas l'exactitude des données figurant dans ce document. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations indiquées sur toute carte de cette publication n'impliquent aucun jugement de la part des partenaires contributeurs concernant le statut juridique de tout territoire ni l'approbation ou l'acceptation de telles frontières.

Droits et permissions

Le contenu de ce document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduite à des fins non commerciales, en totalité ou en partie, à condition d'en mentionner la source.

PROCÈS-VERBAL :

1er Forum hydrométéorologique de l'Afrique centrale

14-16 novembre 2018





Marie-Thérèse Chantal Mfoula, Secrétaire générale adjointe de la CEEAC intervient lors de la cérémonie d'ouverture du premier Forum Hydromet de la CEEAC à l'hôtel Boulevard à Libreville, Gabon le 14 novembre 2018. Le forum qui s'est déroulé du 14 au 16 novembre 2018 a souligné les avantages de la prestation de services hydromet dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'eau, la gestion des ressources naturelles, l'environnement, les transports, l'aviation civile, l'énergie et la gestion des risques de catastrophe.

AVANT-PROPOS

La problématique des vulnérabilités de la région Afrique centrale aux aléas hydrométéorologiques et climatiques est devenue un enjeu de développement durable au regard des impacts nuisibles de ces phénomènes sur les moyens de subsistance des populations ainsi que sur les acquis de développement. Plus de 70 % des catastrophes naturelles sont en effet d'origine hydrométéorologique. En témoigne la récurrence des inondations et des sécheresses, à l'origine de nombreuses pertes matérielles, économiques et de vies humaines.

Cet état des lieux peu reluisant est aggravé par une augmentation de la variabilité du climat et des conditions météorologiques extrêmes, doublée d'une faiblesse criante des capacités d'anticipation et de gestion.

À cela, on pourrait ajouter l'agriculture inadaptée au climat et l'insécurité alimentaire grandissante, la gestion approximative des ressources en eau ainsi que la planification inadéquate des services de santé, notamment en ce qui concerne les épidémies de saison.

La CEEAC a fait de ce défi climatique son cheval de bataille à travers l'adoption en 2007 de la Politique régionale en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles, et en 2015 de la Stratégie Afrique centrale pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques (SPRGC).

Un plan d'action pour la mise en œuvre du Programme d'action africain et du Cadre de Sendai 2015-2030 pour la réduction des risques de catastrophe en Afrique centrale a été également adopté, conformément à la SPRGC, au Cadre mondial pour les services climatologiques et à l'accord de Paris sur les changements climatiques.

Dans ce prolongement, le Centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale (CAPC-AC) a été créé dans le but d'apporter un appui substantiel aux services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) de la sous-région, en vue de leur intégration effective et efficace dans le domaine climatologique, notamment par le développement de leurs capacités de prévision climatologique et la fourniture de produits climatologiques de qualité éprouvée aux États membres et autres partenaires.

Des mécanismes politiques et techniques de coordination ont par ailleurs été mis en place à l'effet de faciliter une mise en œuvre holistique des instruments adoptés.

On pourrait citer :

- Au plan politique, la Conférence ministérielle biennale Afrique centrale sur la météorologie (CMAC-Met, ou AMCOMET en anglais), qui est le cadre de coordination de haut niveau des actions dans le domaine météorologique, la Conférence ministérielle biennale Afrique centrale sur la réduction des risques de catastrophes (CMAC-RRC), qui est le cadre de coordination de haut niveau des actions dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe (RRC), et le Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale (REPARC), force d'interpellation et de proposition de lois sur la résilience aux catastrophes.

- Au plan technique, la Plateforme annuelle Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophes (PfAC-RRC) est une rencontre annuelle multi-parties prenantes de coordination régionale des partenaires, des experts et des acteurs, dont le but est de disséminer les initiatives, d'échanger les expériences, d'évaluer les progrès accomplis et de faire connaître les innovations en ce qui concerne la RRC. Elle est généralement précédée par la Consultation annuelle Afrique centrale pour la préparation et la réponse aux catastrophes, qui est une rencontre annuelle des experts et institutions en charge de la réponse aux urgences. Il s'agit également d'une rencontre technique de coordination régionale pour l'évaluation et l'actualisation des mesures de réponse au niveau régional.

Le développement et la mise en place de tous ces instruments, institutions et mécanismes contribue également à la réalisation des objectifs du Plan stratégique de la CEEAC, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des Objectifs de développement durable.

Nonobstant toute cette volonté politique manifeste, tout reste à faire en termes d'élaboration des outils de planification et de décision sur la base de données réelles et fiables.

C'est dans l'optique de combler cette lacune qu'en collaboration avec la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale, le Secrétariat général de la CEEAC s'est engagé à organiser le 1er Forum hydrométéorologique de l'Afrique centrale, dans le cadre du projet ACP-UE dédié au renforcement des capacités de coordination, de planification et de plaidoyer en appui aux États.

Ce Forum a permis aux participants issus du secteur privé, des institutions académiques, de la société civile, du monde des médias, des institutions sous-régionales et régionales en charge de la météorologie et de l'hydrologie, d'être édifiés sur les meilleures pratiques et de partager leurs idées dans la perspective d'un plan d'action communautaire définissant une vision et une mission commune pour la modernisation des services hydrométéorologiques en Afrique centrale.

La CEEAC tient à remercier tous les partenaires ayant participé de près ou de loin à cette entreprise, qui contribuera à n'en point douter à l'ensemencement des germes d'un service météorologique à la hauteur de nos défis.

Mme MFOULA Marie Chantal
Secrétaire générale adjointe en charge
du département de l'Intégration physique,
économique et monétaire (DIPEM)

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Forum Hydromet, sous la conduite de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du gouvernement du Gabon, a été organisé par la Banque mondiale (BM) en partenariat avec la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Banque africaine de développement (BAD), la SIPC et d'autres partenaires au développement. Il a été financé dans le cadre du Résultat 2 du Programme ACP-UE de résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, géré par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la BM. Ce forum a réuni les représentants de haut niveau des gouvernements de la CEEAC, l'ensemble des points focaux nationaux des secteurs concernés, les acteurs de la société civile et notamment les universités, les médias et les parlementaires des pays de la sous-région, le secteur privé, les institutions sous-régionales et les partenaires au développement. Il s'agissait de discuter et fixer les priorités en matière de renforcement des stratégies et services d'information sur la météorologie, l'hydrologie, le climat et la gestion des risques, ainsi que l'amélioration de la prestation de services, en vue de réaliser un développement durable et de réduire les risques de catastrophes climatiques dans la région de la CEEAC.

Le 1er Forum sur l'hydrométéorologie de la CEEAC avait pour objectif de :

- Développer un leadership sous-régional pour le renforcement des capacités des services hydrométéorologiques et climatiques, dans leur fonction de bien public mondial, à l'appui et à la gestion des risques climatiques et de l'adaptation au climat ;
- Servir de plate-forme d'échange de connaissances, d'informations, d'idées et d'évaluations des progrès accomplis dans la modernisation du paysage hydrométéorologique de l'Afrique centrale ;
- Devenir un cadre d'écoute pour les partenaires au développement sur les besoins des secteurs et des groupes d'utilisateurs, pour une appropriation et une contextualisation des programmes et des investissements ;
- Générer un consensus et une prise de conscience, chez les parties prenantes, sur les avantages des investissements dans les services météorologiques, hydrologiques et climatiques, ainsi que les systèmes d'alerte précoce ;
- Renforcer l'appropriation par les pays et les parties prenantes des programmes et des résultats des services météorologiques et climatologiques, afin d'assurer la durabilité ;
- Organiser une plate-forme pour les gouvernements, les organisations régionales, les donateurs, le secteur privé, la société civile, les universités, la communauté technique, les médias et journalistes ainsi que les groupes de jeunes et de genre, pour discuter et concevoir les activités futures de modernisation des services hydrométéorologiques en Afrique centrale.

PROGRAMME

Le Forum Hydromet de la CEEAC a réuni les représentants de ministères et d'organismes gouvernementaux responsables de la météorologie, de l'hydrologie, de la gestion des risques de catastrophe, des milieux universitaires, de la société civile, y compris des groupes de jeunes et de femmes, ainsi que du secteur privé. Ils ont été accueillis conjointement par le ministre des transports du Gabon et la Secrétaire Générale adjointe de la CEEAC en charge du département de l'intégration physique, économique et monétaire, en plus des chefs de délégation de l'Union européenne et du bureau de la Banque mondiale au Gabon.

Le premier jour du Forum s'est déroulé en séance plénière, au cours de laquelle ont été examinés l'état et les défis des services d'hydrométéorologie et de gestion des risques de catastrophe dans la région, ainsi que les possibilités de renforcer la collaboration entre les institutions régionales et de financer les services d'hydrométrie et d'alerte précoce. Plusieurs discussions concernant les impacts des phénomènes météorologiques et climatiques sur les communautés ont eu lieu, avec une optique sur les personnes vulnérables, jeunes et femmes, ainsi qu'une session de connaissance et de formation sur les bonnes pratiques des systèmes d'alerte précoce.

Le deuxième jour a consisté en des séries de discussions techniques et d'activités d'échange et d'acquisition des connaissances sur des questions telles que : la mobilisation des réseaux universitaires et de recherche pour le soutien de services efficaces d'hydrométéorologie et d'alerte rapide aux inondations dans la région ; les initiatives régionales et programmes de renforcement des capacités à l'appui des services d'alerte rapide dans les domaines du climat, de la météorologie et de l'eau ; les services hydromet (hydrométéorologiques) à l'appui de l'agriculture, la sylviculture et la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que de la navigation fluviale et l'hydroélectricité en Afrique centrale. Une session parallèle sur invitation pour les directeurs nationaux des services météorologiques et hydrologiques a eu lieu lors ce deuxième jour, consistant en des discussions techniques.

Le troisième jour a consisté en des séries de discussions techniques sur le financement des services de météorologie et la mobilisation de partenariats et du secteur privé pour les services hydromet en Afrique centrale. La cérémonie de clôture s'est déroulée en séance plénière, suivie de mots de clôture des représentants de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de météorologie, de la délégation de l'Union européenne et du secrétariat de la CEEAC. La séance de haut niveau a été close par le ministre des Transports du Gabon. Cette séance incluait la présentation et l'adoption du communiqué de la conférence.



Forum Hydromet de la CEEAC

Erick Kaglan/Banque mondiale

Au cours de ces trois jours, le forum a porté sur les points suivants :

a. Dialogue politique

- État des services hydromet nationaux
- Besoins des secteurs : Agriculture – Eau – Énergie – Forêts – Eaux fluviales
- Dialogue politique de haut niveau - Prise de décisions

b. Connaissance et formation

- Meilleures pratiques pour l'alerte précoce
- Impacts sur le genre, les communautés et les jeunes
- Réseaux universitaires

c. Projets et programmes

- Financement des services hydromet
- Relier projets et initiatives
- Partenariats et innovations



CONTENTS

Avant-propos.....	lii
Résumé analytique.....	v
Programme.....	vi
Abréviations et sigles.....	x
1. INTRODUCTION.....	1
2. OBJECTIFS.....	3
3. PARTICIPANTS.....	5
4. PROGRAMME DU FORUM.....	6
5. ETAT DES LIEUX GÉNÉRAL.....	13
6. DEFIS.....	14
7. OPPORTUNITES.....	15
8. RECOMMANDATIONS.....	17
9. COMPTE RENDU DES SEANCES.....	19
9-1- Dialogue politique : État des services météorologiques, de l'eau et de gestion des catastrophes en Afrique centrale.....	19
9-1-1- État des lieux et défis des services météorologiques et hydrologiques en Afrique centrale (Bernard GOMEZ, OMM).....	19
9-1-2- Mise en place d'une stratégie pour la gestion efficiente et durable des SMHN en Afrique centrale (Hyacinth BANSEKA, GWP).....	20
9-1-3- État des lieux de la gestion des risques de catastrophes, importance des systèmes d'alerte et besoins prioritaires en services hydrométéorologiques en Afrique centrale (Dominique KUITSOUC, CEEAC).....	20
9-2- Dialogue sur les politiques : Impacts des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes sur les communautés, les pays et les régions, avec un accent sur les groupes vulnérables.....	22
9-2-1- Perspectives et meilleures pratiques des représentants des femmes et des jeunes (Monique Catherine BISSECK, REFADD).....	22
9-2-2- Services hydromet à l'appui de l'agriculture, de la sylviculture et de la gestion durable des ressources naturelles en Afrique centrale (Honoré TABUNA, CEEAC).....	22
9-2-3- Services hydromet pour une gestion efficace des ressources en eau, la navigation fluviale et l'hydroélectricité en Afrique Centrale (Gabriel MOKANGO MAMY-KOBO, directeur technique, RVF).....	22
9-3- Connaissance et formation.....	23
9-3-1 Introduction aux systèmes efficaces d'alerte rapide et au projet de prévision du temps (Abdoulaye Harou, OMM).....	23
9-4- Projets et programmes.....	25
9-4-1- Financement des services météorologiques, climatiques, d'eau et d'alerte rapide en Afrique centrale.....	25
9-4-2- Le centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale : vers un centre climatique régional pour l'Afrique centrale (Elie MBAITOUBAM).....	26
10. CONCLUSION.....	27
11. COMMUNIQUÉ.....	29

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AGEOS	Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales
AGRHYMET	Centre d'Agrométéorologie, Hydrologie et Météorologie
AMCOMET	Conférence Ministérielle Africaine sur la Météorologie
ARC	African Risk Capacity
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CAPC-AC	Centre d'Application et de Prévision Climatologique de l'Afrique Centrale
CCR Afrique Centrale	Centre Climatique Régional Afrique Centrale
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEFDHAC	Conférence sur les Écosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale
CERGOP	Centre d'Études et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospectives
CICOS	Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha
CILSS	Comité inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CLIMDEV	Climate for Development
CMSC	Cadre Mondial pour les Services Climatologiques
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
CREWS	Système d'Alerte Précoce aux Risques Climatiques
CUA	Commission de l'Union Africaine
FICR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GRC	Gestion de Risque de Catastrophes
ICPAC	IGAD Climate Prediction and Applications Center

IGEBU	Institut Géographique du Burundi
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
METTELSAT	Agence Nationale de Météorologie par Satellite
OMM	Organisation Mondiale de la Météorologie
ONACC	Observatoire National sur les Changements Climatiques
Projet PANA	Projet du Programme d'Action National d'Adaptation à la Variabilité et aux Changements Climatiques
PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
REFADD	Réseau Femmes Africaines pour le Développement Durable
REPARC	Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes
SAWIDRA	Satellite and Weather Information for Disasters Resilience in Africa
SMHN	Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux
TAHMO	Trans African Hydro Meteorological Observatory (Observatoire hydrométéorologique transafricain)
UNISDR	United Nations International Strategy for Disaster Reduction
WASCAL	Centre Ouest-Africain de Services Scientifiques sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres
WIGOS	Système Mondial d'Observation Intégré de l'OMM



1. INTRODUCTION

L'Afrique centrale, à l'instar des autres régions africaines, ne représente que 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), alors qu'elle reste parmi les régions les plus vulnérables aux impacts négatifs du changement climatique en raison de sa capacité d'adaptation limitée. Plus de 70 % des catastrophes naturelles sont d'origine hydrométéorologique dans la sous-région. De ce fait, il sera nécessaire de privilégier et de consolider les cadres d'élaboration des prévisions consensuelles ainsi que les systèmes d'informations, ce afin de permettre aux décideurs de prendre des dispositions qui permettront de minimiser les risques de catastrophes.

Par ailleurs, la faible capacité d'adaptation au changement climatique est exacerbée par le fait que de nombreux pays de la région CEEAC sont des pays à faible revenu. Face à cette situation, les gouvernements sont souvent aux prises avec des priorités concurrentes en matière d'investissement, et ce au détriment des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), rarement prioritaires. Ce financement inadéquat empêche ainsi les SMHN de fournir les services indispensables à la prévention des risques de catastrophes, à l'adaptation au changement climatique et à la planification du développement en général.

Pourtant, l'augmentation de la variabilité du climat et des conditions météorologiques extrêmes, les inondations et autres phénomènes climatiques mettent en péril les gains et les efforts de développement pour l'industrialisation et la croissance en Afrique centrale. L'amélioration des services météorologiques, hydrologiques et climatiques (hydromet) est essentielle pour renforcer de manière transversale la résilience au climat et aux catastrophes à travers toute la sous-région. Plus précisément, l'information hydrométéorologique est une exigence essentielle pour créer un environnement propice à l'investissement du secteur privé et public afin de sécuriser la croissance, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Les services météorologiques, hydrologiques et climatiques fournis par les SMHN, qui comprennent des alertes précoces, des alertes et des conseils pour l'adaptation aux changements climatiques, sont essentiels pour les secteurs qui stimulent les économies de la CEEAC. Ils soutiennent directement (i) une agriculture adaptée au climat et la sécurité alimentaire ; (ii) la gestion des ressources en eau pour notamment l'irrigation, l'hydroélectricité, les énergies renouvelables et l'approvisionnement en eau ; (iii) une meilleure planification des services de santé ; (iv) l'amélioration de l'accès à des moyens de transport aériens, maritimes et routiers sûrs ; et (v) la réduction des impacts socio-économiques des inondations, de la sécheresse et d'autres aléas naturels. Les services climatologiques soutiennent également la cartographie des risques liés aux catastrophes et au climat, ainsi que les solutions de financement et d'assurance en cas de catastrophes ou de risques climatiques. En outre, ils aident à lutter contre les fragilités et à promouvoir la consolidation de la paix en promouvant la gestion durable des ressources naturelles et la croissance, en plus de stimuler les secteurs du tourisme et du transport, qui favorisent le développement économique et l'emploi.



Des services hydrométriques efficaces et fiables contribuent à rendre plus efficaces les industries tributaires des conditions météorologiques comme la pêche, l'électricité et le tourisme.

2. OBJECTIFS

Le 1er Forum hydrométéorologie de la CEEAC avait pour objectif de :

- Développer un leadership sous-régional pour le renforcement des capacités des services hydrométéorologiques et climatiques, dans leur fonction de bien public mondial, à l'appui et à la gestion des risques climatiques et de l'adaptation au climat ;
- Servir de plate-forme d'échange de connaissances, d'informations, d'idées et d'évaluation des progrès accomplis dans la modernisation du paysage hydrométéorologique de l'Afrique centrale ;
- Devenir un cadre d'écoute pour les partenaires au développement sur les besoins des secteurs et des groupes d'utilisateurs pour une appropriation et une contextualisation des programmes et des investissements ;
- Générer un consensus et une prise de conscience, chez les parties prenantes, sur les avantages des investissements dans les services météorologiques, hydrologiques et climatiques ainsi que les systèmes d'alerte précoce ;
- Renforcer l'appropriation par les pays et les parties prenantes des programmes et des résultats des services météorologiques et climatologiques, afin d'assurer la durabilité ;
- Organiser une plate-forme pour les gouvernements, les organisations régionales, les donateurs, le secteur privé, la société civile, les universités, la communauté technique, les médias et journalistes ainsi que les groupes de jeunes et de genre, pour discuter et concevoir les activités futures de modernisation des services hydrométéorologiques en Afrique centrale.



Du matériel obsolète au Service Météorologique du Gabon.

Photo : Erick Kaglan/Banque mondiale



Le forum a permis de réunir une pluralité d'acteurs allant des institutions gouvernementales, aux acteurs de la société civile en général : universitaires, parlementaires, ONG.

3. PARTICIPANTS

Le Forum Hydromet de la CEEAC a attiré des participants d’horizons divers. Parmi eux, on trouvait des experts de tous les Etats membres de la CEEAC représentant les services nationaux responsables de l’hydrologie et de la météorologie, la gestion de risque de catastrophes (GRC) et les autres organismes gouvernementaux, les institutions universitaires régionales, les parlementaires, le secteur privé, la société civile, le secrétariat de la CEEAC, les organisations régionales, les partenaires de développement et les organisations internationales. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des différents types d’organisations dont les participants étaient issus.

CATÉGORIE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Gouvernement	45
Femmes	6
Hommes	39
Institutions universitaires	14
Femmes	3
Hommes	11
Partenaires au développement	20
Femmes	7
Hommes	13
Organisations internationales	6
Femmes	2
Hommes	4
ONG	4
Femmes	1
Hommes	3
Réseau des parlementaires	6
Femmes	1
Hommes	5
Secteur privé	1
Hommes	1
Organisations régionales	24
Femmes	5
Hommes	19
Autres organismes	7
Hommes	7
GRAND TOTAL	127
GENRE	PARTICIPATION
Femmes	25
Hommes	102
GRAND TOTAL	127

4. PROGRAMME DU FORUM



**1ER FORUM HYDROMET DE L'AFRIQUE CENTRALE
HÔTEL BOULEVARD, LIBREVILLE, GABON**

JOUR 1 : MERCREDI 14 NOVEMBRE 2018

8h30 **Enregistrement**

9h00

9h00 **DISCOURS D'OUVERTURE ET DE BIENVENUE** AVEC DES REPRÉSENTANTS DE LA CEEAC, DU
10h30 GOUVERNEMENT DU GABON, DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE, DE LA BANQUE
MONDIALE, DES AGENCES DES NATIONS UNIES ET DE L'OMM

Discours introductif :

Secrétaire général de la CEEAC

Discours d'ouverture :

Gouvernement du Gabon

Modération : CEEAC/Protocole gouvernement gabonais

10h30 **Pause-café et photo de groupe**

11h15 **DIALOGUE POLITIQUE : ÉTAT DES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES, DE L'EAU ET DE GESTION DES**
12h45 **CATASTROPHES EN AFRIQUE CENTRALE**

Présentations introductives :

- État des lieux et défis des services météorologiques et hydrologiques en Afrique centrale
– Bernard GOMEZ, OMM
- Mise en place d'une stratégie pour la gestion efficace et durable des SMHN en Afrique centrale
– Hyacinth BANSEKA, GWP
- État des lieux de la gestion des risques de catastrophes, importance des systèmes d'alerte et besoins prioritaires en services hydrométéorologiques en Afrique centrale – Dominique KUITSOUC, CEEAC

Panel de discussion : Défis et opportunités pour la gestion des risques de catastrophes, la météorologie et l'hydrologie en Afrique centrale

- Laurent TCHELU MWENYIMALI (secrétaire général au ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité nationale, RDC) – *Les lacunes en matière de données hydrométéorologiques pour une gestion des risques efficace : l'expérience de la RDC*
- Augustin NGENZIRABONA (directeur de l'Hydrométéorologie à l'IGEBU, Burundi) – *Services rendus et besoins prioritaires pour renforcer et améliorer ces services pour une gestion des risques efficace et durable : l'expérience de l'IGEBU*
- Faustin BOBONGO-YBARAH (CICOS) – *La place des données hydrométéorologiques dans la gestion de bassin*
- Narcisse ODOUA (CEEAC) – *Le système d'information sur l'eau de la CEEAC et la gestion des catastrophes liées aux inondations*

Modération : CEEAC

12h45 Déjeuner

14h00 **DIALOGUE SUR LES POLITIQUES : IMPACTS DES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES ET CLIMATIQUES**
15h30 **EXTRÊMES SUR LES COMMUNAUTÉS, LES PAYS ET LES RÉGIONS, AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR**
LES GROUPES VULNÉRABLES - PERSPECTIVE ET MEILLEURES PRATIQUES DES REPRÉSENTANTS DES
FEMMES ET DES JEUNES

Présentation :

Action basée sur les prévisions : Liens entre les alertes précoces hydromet et l'action précoce à l'échelle communautaire, expériences dans les pays africains - *Cheikh KANE (Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)*

Discussion en panel : Perspective des représentants de la communauté, des femmes et des jeunes de la région.

- Nkom Marie TAMOIFO (Réseau des jeunes des forêts d'Afrique centrale)
- Gloria LOMBO (Croix-Rouge, république démocratique du Congo)
- Monique Catherine BISSECK (Réseau Femmes africaines pour le développement durable)
- Tabi H. JODA (Green Aid)

Modération : CEFDHAC

15h30 Pause-café

16h00 **CONNAISSANCE ET FORMATION : BONNES PRATIQUES POUR DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE**
17h30 **EFFICACES - INTRODUCTION À LA PRÉVISION PAR IMPACT ET À LA PRÉVISION DU PHÉNOMÈNE DE**
TEMPS VIOLENT

Présentations :

- Introduction aux systèmes efficaces d'alerte rapide et au projet de démonstration des prévisions de temps violent - *Abdoulaye HAROU (OMM)*
- Exemples de la FICR sur la prévision basée sur l'impact - *Cheikh KANE (Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)*
- Prévision des crues à Douala - *Douala durable - Jean-Jacques BRAUN (IRD)*

Discussion en panel : Leçons tirées et meilleures pratiques pour des systèmes d'alerte rapide efficaces ; échange avec des experts de la FICR, de l'OMM, de l'IRD et des États membres.

Modération : CILSS / CEEAC



Les délégués posent pour une photo de famille après la cérémonie d'ouverture du premier Forum Hydromet de la CEEAC.

Erick Kaglan/Banque mondiale

JOUR 2 : JEUDI 15 NOVEMBRE 2018

9h00 10h30	<p>CONNAISSANCE ET FORMATION : MOBILISER LES RÉSEAUX UNIVERSITAIRES ET DE RECHERCHE POUR SOUTENIR DES SERVICES HYDROMET ET D'ALERTE RAPIDE EFFICACES</p> <p>Présentations et discussion en panel :</p> <ul style="list-style-type: none">• Prof. Samuel AYONGHE (Periperi U/Université de Buea)• Prof. Eric FOTO (Université de Bangui)• Prof. Wilfried POKAM (Université de Yaoundé)• Prof. Fils MAKANZU IMWANGANA (Université de Kinshasa)• Jean Damien MALOBA MAKANGA (CEREP, Gabon)• Prof. Daouda KONE (WASCAL)• Dr. Mohamed HAMATAN (CILSS/ AGRHYMET) <p><i>Modération : CEEAC/BM</i></p>	<p>DIALOGUE SUR LES POLITIQUES (SUR INVITATION) : RÉUNION DES DIRECTEURS NATIONAUX DES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES ET HYDROLOGIQUES D'AFRIQUE CENTRALE</p> <p>Directeurs nationaux des services météorologiques et hydrologiques</p> <p><i>Modération : CEEAC et OMM</i></p>
10h30	Pause-café	
11h15 12h45	<p>PROJETS ET PROGRAMMES : INITIATIVES RÉGIONALES ET PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À L'APPUI DES SERVICES D'ALERTE RAPIDE DANS LES DOMAINES DU CLIMAT, DE LA MÉTÉOROLOGIE ET DE L'EAU</p> <p>Présentations et discussion en panel :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dr. Joseph AMOUGOU (ONACC) – <i>Tenir compte des questions relatives au climat, à l'eau et à la météo dans la planification et la prise de décisions</i>• Jean-Paul GAUDECHOUX (OMM) – <i>Cadres nationaux pour la mise en œuvre des services climatologiques</i>• Elie MBAITOUBAM (CCR Afrique centrale) – <i>Vers un centre climatique régional pour l'Afrique centrale</i>• Vanessa BUCHOT (UNISDR) – <i>DESINVENTAR et initiatives régionales à l'appui de la gestion des risques climatiques</i> <p><i>Modération : Commission de l'Union africaine</i></p>	<p>DIALOGUE SUR LES POLITIQUES (SUR INVITATION) : RÉUNION DES DIRECTEURS NATIONAUX DES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES ET HYDROLOGIQUES D'AFRIQUE CENTRALE</p> <p>Directeurs nationaux des services météorologiques et hydrologiques</p> <p><i>Modération : CEEAC et OMM</i></p>
12h45	Déjeuner	

14h00 **DIALOGUE SUR LES POLITIQUES : SERVICES HYDROMET À L'APPUI DE L'AGRICULTURE, DE LA**
15h30 **SYLVICULTURE ET DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE CENTRALE**

Présentation :

Services hydrométéorologiques pour une agriculture et une gestion des ressources naturelles durable en contexte de changement climatique – *Honoré TABUNA (CEEAC), Oliver KIPKOGEI (ICPAC)*

Discussion en panel : Défis, facteurs limitants et opportunités en matière de services hydrométéorologiques pour la gestion durable des ressources naturelles et de l'agriculture en Afrique centrale dans un contexte de changement climatique.

- Michel NDJATSANA (COMIFAC)
- Moudi Pascal IGRI (Centre climatique CEEAC, Douala)
- Célestin NGA (Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale - PROPAC)
- Tanguy GAHOUMA (Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales - AGEOS)
- Emmanuel MAMBELA (The Nature Conservancy)
- Jean Claude BOMBULA MALASSAY (Projet PANA, RDC)

Modération : CEEAC

15h30 **Pause-café**

16h00 **DIALOGUE SUR LES POLITIQUES : LES SERVICES HYDROMET POUR UNE GESTION EFFICACE DES**
17h30 **RESSOURCES EN EAU, LA NAVIGATION FLUVIALE ET L'HYDROÉLECTRICITÉ EN AFRIQUE CENTRALE**

Présentations et discussion en panel :

- Hyacinth BANSEKA (GWP) – *Introduction aux services hydromet pour une gestion efficace des ressources en eau*
- Jean KOUTELE (CEEAC) – *Services hydromet pour l'énergie et l'hydroélectricité*
- Gabriel MOKANGO MAMY KOBO (RVF, RDC) – *Services hydromet pour une navigation fluviale efficace*
- Mohamed HAMATAN (AGRHYMET) – *Services hydromet pour l'irrigation*
- Jacqueline NYIRAKAMANA (ministère de l'Environnement, Rwanda)

Modération : Banque mondiale

18h00
20h00 **Cocktail Dinatoire**



Prashant Singh, coordinateur du programme Africa Hydromet de la Banque mondiale.

Erick Kaglan/Banque mondiale

JOUR 3 : VENDREDI 16 NOVEMBRE 2018

9h00 **PROJETS ET PROGRAMMES : FINANCEMENT DES SERVICES DE MÉTÉOROLOGIE, DU CLIMAT, DE L'EAU ET**
10h30 **D'ALERTE RAPIDE EN AFRIQUE CENTRALE**

Présentations :

- Nestor NIANGA (METTELSAT, RDC) – *Modernisation des services hydromet : L'expérience de la RDC*
- Prashant SINGH (Banque mondiale) – *Programme hydromet Afrique*
- Jean-Paul GAUDECHOUX (WMO/ CREWS) – *Initiative CREWS*
- Justus KABEYEMERA (BAD) – *ClimDev Afrique*

Discussion en panel :

- Nestor NIANGA (METTELSAT, DRC)
- Prashant SINGH (Banque mondiale)
- Jean-Paul GAUDECHOUX (WMO/CREWS)
- Justus KABEYEMERA (BAD)

Observations : REPARC (Réseau des parlementaires) : Partager les commentaires sur le financement des services de gestion du temps, de l'eau, du climat et des risques de catastrophe

Modération : Banque africaine de développement

10h30 **Pause-café**

11h15 **DIALOGUE SUR LES POLITIQUES : MOBILISER LES PARTENARIATS ET LE SECTEUR PRIVÉ POUR LES**
12h45 **SERVICES HYDROMET EN AFRIQUE CENTRALE**

Présentations et discussion en panel :

- Jean-Paul GAUDECHOUX (WMO) – *Global Weather Enterprise*
- Prof. Ahmed BALOGUN (TAHMO) – *Innovations et partenariats pour la promotion d'équipements rentables*
- Jean-Jacques BRAUN (IRD/Orange Cameroun) – *Raincell Afrique et collaboration avec le secteur des télécommunications*
- Yvette ZAME NDONG (ASECNA) – *Partenariat avec le secteur de l'aviation*
- Mohammad CHECK (EARTH NETWORKS) – *Exemple pour les services météorologiques du secteur privé*

Modération : UNISDR

12:45 **Déjeuner**

14h00 **SESSION DE HAUT NIVEAU : PLAN D'ACTION POUR LA MODERNISATION DES SERVICES HYDROLOGIQUES**
15h30 **ET MÉTÉOROLOGIQUES NATIONAUX EN AFRIQUE CENTRALE - PRÉSENTATION ET DISCUSSION AVEC LE RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES POUR LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES EN AFRIQUE CENTRALE (REPARC) DE LA CEEAC**

Discours principal :

Rapporteur I : *Recommandations principales de la réunion des chefs des services hydrométéorologiques nationaux*

Rapporteur II : *Recommandations principales issues du dialogue sur les politiques, du savoir et de l'apprentissage et des séances plénières*

Panel de haut niveau avec le Réseau des parlementaires REPARC et des représentants de la CEEAC, de l'Union africaine, de l'OMM et de la Banque mondiale

Modération : CILSS/CEEAC

15h30 Pause-café

16h00 CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

17h00

Présentation et adoption de la feuille de route pour la modernisation des services hydrométéorologiques en Afrique centrale (CEEAC)

Mot de clôture : Banque mondiale, OMM, délégation de l'Union européenne, secrétariat de la CEEAC

Discours sommaire de la CEEAC

Discours de clôture : Gouvernement du Gabon

Modération : CEEAC/Protocole gouvernement gabonais

17h00 FIN DU FORUM





Le forum a mis en lumière les avantages de la fourniture de services hydrométriques dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'eau, la gestion des ressources naturelles, l'environnement, les transports, l'aviation civile, l'énergie et la gestion des risques de catastrophe.

estral

Erick Kaglan/Banque mondiale

5. ETAT DES LIEUX GÉNÉRAL

1 Des services HYDROMET

(i) Capacité limitée des services hydrométéorologiques dans la région d'Afrique centrale :

- Réseau d'observation Hydromet faible, capacité de prévision limitée; classification des pays de la sous-région entre la catégorie 1 et 2 du Cadre Mondial des Services Climatiques (CMSC)
- Sous-effectif et sous-financement des services hydrométéorologiques nationaux;
- Applications sectorielles limitées

(ii) Manque de coordination et de coopération entre les secteurs concernés : agriculture et sécurité alimentaire, production d'énergie, gestion de l'eau, navigation intérieure, sylviculture.

2. Des services de la GRC

(i) Manque de politiques de RRC conformes au cadre de Sendai, et peu de mise en œuvre dans les politiques nationales et la prise de décisions;

(ii) Aucun système d'alerte précoce opérationnel dans la région qui fournisse des alertes aux collectivités et au niveau local;

(iii) Sensibilisation et préparation insuffisante de l'ensemble des acteurs

(iv) des services de protection civile et de GRC en sous-effectif et sous-financement ;

(v) une protection civile principalement axée sur la réponse



Les services d'alerte météorologique du Gabon ont recours à des moyens limités.

Erick Kaghan/Banque mondiale

6. DEFIS

Le Forum nous a permis d'identifier les principaux défis à l'endroit des :

DÉFIS		
Acteurs et parties prenantes	Mécanismes et services fournis	Plaidoyer et financement
Concentrer les efforts sur les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables particulièrement touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes	Développer un réseau efficient et opérationnel de stations d'hydrométéorologie	Sensibiliser tous les acteurs, en particulier les décideurs
Renforcer la coordination et l'échange d'informations entre les institutions nationales, les ONG et les universités	Garantir une approche multisectorielle : partage des données sur la vulnérabilité, l'exposition et les risques	Assurer une ligne budgétaire régulière et suffisante pour les services hydromet et GRC
Veiller à ce que les systèmes d'alerte précoce soient étroitement connectés pour la mise en œuvre de mesures rapides face à une catastrophe	Assurer la collecte de données à la fois in situ et satellitaires, qui sont complémentaires	Renforcer et promouvoir les réseaux de parlementaires sur ces sujets
Renforcer la coopération régionale par bassins versants transfrontaliers (fleuve Congo, lac Tchad) et assurer la coordination entre les initiatives régionales afin d'assurer leur pleine efficience	Développer des processus d'accès facile aux informations sur le climat pour les utilisateurs locaux (communautés et petits agriculteurs)	
Inclure tous les services publics et communautés locales concernés dans le partage et la diffusion d'informations sur les initiatives hydromet	Développer des systèmes d'alerte précoce basés sur des informations sur les impacts potentiels	

7. OPPORTUNITES

AU NIVEAU DE LA CEEAC

- Diversité des programmes de recherche et de formations en Afrique centrale: universités de Bangui, Buea avec Periperi U, Kinshasa, Libreville, Yaoundé, AGRHYMET, et autres
- De nombreuses initiatives communautaires dirigées par des femmes en faveur de la réduction des risques de catastrophes et de l'utilisation des services météorologiques et climatologiques
- Centre climatique régional pour l'Afrique centrale créé à Douala et travaillant actuellement à partir du projet SAWIDRA

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) répondant aux besoins des SMHN
- Secteur privé: initiatives disponibles telles que téléphones cellulaires, fournisseurs d'équipement
- Futures innovations telles que l'équipement à faible coût
- Les partenaires au développement - y compris la BAD et la Banque mondiale - prêts à soutenir les gouvernements pour financer la modernisation des services météorologiques, de l'eau et de la gestion des catastrophes



Le manque d'équipement adéquat entrave le travail des météorologues en Afrique centrale.

Erick Kaglan/Banque mondiale



Le forum a notamment formulé la recommandation suivante : « Promouvoir les initiatives en faveur du genre et de la jeunesse, en particulier pour la mise en place de systèmes d'alerte précoce, et mieux valoriser et soutenir la diversité des actions et des initiatives locales en cours. »

8. RECOMMANDATIONS

Le principal objectif attendu était l'élaboration d'une feuille de route ou plan d'action, assorti d'un calendrier pour la modernisation des services hydrométéorologiques dans la région de la CEEAC et dans les États membres.

Les recommandations obtenues à l'issue de ce 1er Forum hydrométéorologique de l'Afrique centrale seront transmises à la 17e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, prévue en mars 2019 à Libreville au Gabon.

Le 1er Forum hydrométéorologique de la CEEAC a permis de renforcer la coopération entre les partenaires pour la mise en œuvre d'une feuille de route pour la modernisation des services hydrométéorologiques en Afrique centrale ainsi que de renforcer l'engagement des parties prenantes pour le suivi et la mise en œuvre des projets de RRC.



Bernard Gomez, de l'Organisation météorologique mondiale.

Erick Kaglan/Banque mondiale

AU NIVEAU DE LA CEEAC

- La CEEAC doit créer une plate-forme avec les États membres pour l'échange d'informations et de données, l'établissement de normes, la formulation de politiques et l'appui au renforcement des capacités
- Le Centre climatique régional d'Afrique centrale créé à Douala doit être pleinement soutenu afin d'assurer la collaboration régionale et de fournir des informations sur les prévisions climatiques et les événements météorologiques extrêmes
- Relier effectivement les différentes initiatives de recherche et de renforcement des capacités par le biais du secrétariat de la CEEAC

AU NIVEAU NATIONAL

- Les États membres doivent s'engager à financer de façon adéquate les services météorologiques, hydrologiques et climatologiques ainsi que les services de gestion de risques de catastrophes, notamment en terme de (i) ressources humaines, (ii) équipement et maintenance, (iii) renforcement des capacités des producteurs et utilisateurs de données
- Mettre en place des mesures pour assurer la coordination et la collaboration entre les services hydro et météo et les autres services pertinents
- Créer un mécanisme national incluant tous les acteurs concernés par le changement climatique afin d'exploiter les synergies, d'assurer le partage des connaissances et d'informations qui soient accessibles et compréhensibles par tous
- Promouvoir les initiatives en faveur du genre et de la jeunesse, en particulier pour la mise en place de systèmes d'alerte précoce, et mieux valoriser et soutenir la diversité des actions et des initiatives locales en cours.

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Aller au-delà des simples projets et soutenir le financement des services hydromet pour leur modernisation, avec l'appui des partenaires au développement tels que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et les coopérations bilatérales.
- Améliorer la diffusion des bonnes et meilleures pratiques existantes à l'échelle internationale
- Promouvoir les échanges Sud-Sud

9. COMPTE RENDU DES SEANCES

9-1- Dialogue politique : État des services météorologiques, de l'eau et de gestion des catastrophes en Afrique centrale

9-1-1- État des lieux et défis des services météorologiques et hydrologiques en Afrique centrale (Bernard GOMEZ, OMM)

La majorité des moyens de subsistance dans la CEEAC dépend des ressources environnementales. Cependant, des phénomènes climatiques extrêmes tels que la sécheresse, les inondations, les tempêtes de poussière et de sable, les éclairs de chaleur, les tempêtes de vent ou la désertification ont souvent des conséquences sur les communautés, entraînant des pertes en termes de vies humaines, de moyens de subsistance et de biens. D'où la nécessité d'institutions de services météorologiques, climatologiques et hydrologiques solides, réactives et à la pointe de la technologie.

Les points suivants ont été abordés :

► **Capacités des SMHN de la CEEAC**

Elles sont proches de celles de la catégorie 2, essentiellement basées sur les observations, la gestion de données, l'interaction avec les utilisateurs, les prévisions à moyen terme et avertissements ; les liens établis avec les médias et les communautés de RRC, les perspectives climatiques saisonnières, la surveillance du climat, les produits des données hydrologiques pour la conception et l'exploitation de structures d'approvisionnement en eau, la surveillance du niveau et du débit d'eau, la prévision de débit à court terme, la prévision des inondations.

► **Défis**

- La densité des réseaux d'observation météorologique est inférieure à la norme de l'OMM dans tous les pays, à l'exception de Sao Tomé-et-Principe (taille du pays) et de la Guinée équatoriale (qui n'est pas membre de l'OMM).
- Un nombre important de stations existantes sont « silencieuses » et ne contribuent pas à la surveillance météorologique mondiale (bien public mondial). Ceci a un impact sur la qualité des prévisions dans le monde et dans la région de la CEEAC.
- Très peu de SMHN possèdent la capacité d'utiliser les informations sur les risques d'inondation, l'exposition et la vulnérabilité dans le pays pour effectuer une évaluation des risques aux niveaux national, provincial et local.

► **Opportunités**

- Le système mondial d'observation intégré de l'OMM (WIGOS) appelle à une collaboration entre les secteurs qui mesurent les variables climatiques essentielles.
- Les avantages comprennent la création de partenariats entre les SMHN et d'autres acteurs, une couverture spatiale accrue, une rentabilité accrue, etc.
- Appui de l'OMM/AMCOMET à la préparation de plans stratégiques nationaux pour les SMHN (Burundi, République centrafricaine...)

- Système d'alerte rapide sur les risques climatiques (CREWS)/Banque mondiale en république démocratique du Congo, avec la possibilité d'élargir les interventions.
- L'OMM a soutenu l'étude de faisabilité pour la création du centre climat de la CEEAC (CAPC-AC)

9-1-2- Mise en place d'une stratégie pour la gestion efficiente et durable des SMHN en Afrique centrale (Hyacinth BANSEKA, GWP)

Pour une mise en œuvre efficace de la politique régionale de l'eau, la CEEAC a opté pour la mise en place d'un système d'information sur l'eau (SIE) comme outil d'aide à la décision pour la gestion durable des ressources en eau en Afrique centrale. L'objectif du SIE est de disposer de données et d'informations fiables sur l'état et les usages des ressources en eau dans l'espace de la CEEAC, en vue de mettre en place un système de suivi dynamique des ressources en eau et de permettre un échange de données et d'informations sur l'eau entre les différents acteurs du secteur Eau.

► **Étapes clé du processus d'élaboration de la stratégie régionale pour SMHN**

- Élaborer les rapports d'état des lieux des services météorologiques et hydrologiques nationaux dans quatre pays d'Afrique centrale (Burundi, Guinée équatoriale, Rwanda et Angola) et la synthèse régionale des rapports d'état des lieux ;
- Élaborer le rapport de l'étude de définition du réseau optimum multidimensionnel de suivi des ressources en eau pour chacun des onze pays de la sous-région Afrique centrale ;
- Élaborer une stratégie pour la gestion des données hydrométéorologiques et le management des SMHN pour le développement socio-économique et la résilience au changement climatique dans la région ;
- Élaborer le document de projet portant « Mise en place du réseau optimum multidimensionnel de suivi des ressources en eau du bassin de la Sangha ».

9-1-3- État des lieux de la gestion des risques de catastrophes, importance des systèmes d'alerte et besoins prioritaires en services hydrométéorologiques en Afrique centrale (Dominique KUITSOUC, CEEAC)

► **État des lieux**

Comme typologie des risques, nous avons : les inondations, les feux de forêts, les phénomènes atmosphériques, les mouvements de terrain...

Comme typologie de catastrophes naturelles, nous pouvons citer entre autres les inondations, les glissements de terrains, la sécheresse...

► **Impacts climatiques**

Impacts observés sur la production alimentaire, la biodiversité terrestre et marine, la santé, les événements extrêmes (vagues de chaleurs, inondations, tempêtes, etc.), les inégalités économiques et sociales.

► Mesures de réponse au niveau régional au travers de la CEEAC

Au plan institutionnel, nous avons :

- Cellule de gestion des risques de catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques
- Centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale (CAPC-AC)

Au plan de la coordination et du dialogue multisectoriel, nous avons :

- Plateforme annuelle Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophes (PfAC RRC)
- Consultation annuelle Afrique centrale de préparation et de réponse aux catastrophes
- Forum biennuel Prévisions climatiques saisonnières Afrique centrale (PRESAC)
- Conférence ministérielle biennale sur la réduction des risques de catastrophes en Afrique centrale
- Conférence ministérielle biennale sur la météorologie en Afrique centrale
- Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes (REPARC)

Importance du système d'alerte précoce

- Connaissance des risques
- Surveillance du risque
- Capacité de réponse
- Communication et diffusion

Besoins des services hydrométéorologiques

► Besoins physiques

- Équipements correspondant aux technologiques modernes de collecte des données
- Matériels innovants de traitement des données

► Besoins virtuels

- Collecte de données fiables au niveau global
- Production de données
- Optimiser les conditions d'investissement public et privé au service du développement durable

► Besoins financiers

- Difficulté pour les États de prioriser dans leurs programmes et activités les besoins de ce service pourtant essentiel dans le cadre des stratégies de développement des pays
- Ressources budgétaires insuffisantes ou inexistantes dans ce secteur sensible

9-2- Dialogue sur les politiques : Impacts des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes sur les communautés, les pays et les régions, avec un accent sur les groupes vulnérables

9-2-1- Perspectives et meilleures pratiques des représentants des femmes et des jeunes (Monique Catherine BISSECK, REFADD)

Les femmes sont plus vulnérables que les hommes aux catastrophes naturelles dans la mesure où leur accès aux moyens de production est limité.

Bon nombre de textes mettent en évidence que la vulnérabilité et la pauvreté sont étroitement liées à l'égalité des sexes, les femmes étant plus fréquemment victimes de catastrophes naturelles.

Comment mieux intégrer l'égalité des genres ? (peut-être dans les lignes directrices des politiques de RRC, en particulier par le biais de l'éducation)

Dans quelle mesure des politiques peuvent-elles être établies en accordant une attention particulière au rôle clé des femmes à la tête des groupes dans le cadre des programmes de sensibilisation à la prévention des catastrophes ?

La représentation femmes/hommes dans les plateformes doit être équitable (égalitaire) afin que chaque partie puisse exprimer ses besoins selon le genre, en tenant compte des divers secteurs d'activité exposés aux risques de catastrophe (pour une prise en compte des spécificités de chaque groupe d'acteurs).

Les effets des catastrophes doivent être différenciés en fonction du genre.

L'information, la communication et les connaissances sur les risques de catastrophes doivent aussi tenir compte des populations marginalisées dans la mesure où celles-ci contribuent d'une manière ou d'une autre à la prévention de ces risques.

9-2-2- Services hydromet à l'appui de l'agriculture, de la sylviculture et de la gestion durable des ressources naturelles en Afrique centrale (Honoré TABUNA, CEEAC)

Quelques produits de suivi de la campagne (briefings décennaires, bulletins mensuels) :

- Suivi climatique : pluviométrie, température de surface,
- Suivi environnemental : eaux de surface, feux de brousse,
- Suivi des ressources pastorales : biomasse herbacée, pâturages, indice de végétation,
- Suivi agricole : satisfaction des besoins en eau des cultures, prévision de rendement,
- Suivi phytosanitaire : les services.

9-2-3- Services hydromet pour une gestion efficace des ressources en eau, la navigation fluviale et l'hydroélectricité en Afrique Centrale (Gabriel MOKANGO MAMY-KOBO, directeur technique, RVF)

La navigation fluviale constitue une des voies de communication importante pour le développement socio-économique des pays à travers les échanges commerciaux. Elle est un facteur de mobilité des personnes et de leurs biens ainsi que des marchandises. Elle permet également l'intégration nationale et régionale pour la consolidation des liens de fraternité et la paix sociale entre les États appartenant au même bassin hydrographique.

Pour assurer une navigation fluviale efficace, il faut disposer et/ou installer les instruments de mesure sur l'ensemble du réseau hydrographique, en tenant compte de la distribution spatio-temporelle, de manière à collecter des données hydrométéorologiques in situ, qui permettront de faire des prévisions hydrologiques en termes de crues et étiages, de vitesses de vent et de vagues ; qui in fine, serviront à la réalisation d'un modèle hydraulique.

Quelques données ou informations qui intéressent les navigateurs sont les suivantes :

- Les hauteurs d'eau : pour la détermination du tirant d'eau (TE), indispensable pour le chargement des unités flottantes suivant le régime hydrologique du cours d'eau ;
- Les profondeurs minimums : pour déterminer les mouillages dans les zones sablonneuses et rocheuses, en tenant compte des lectures des échelles d'étiage ;
- Les vitesses du courant : pour éviter la résistance à la progression normale.

9-3- Connaissance et formation

9-3-1 Introduction aux systèmes efficaces d'alerte rapide et au projet de prévision du temps (Abdoulaye Harou, OMM)

Le congrès de l'OMM a dessiné la voie à suivre pour améliorer les services d'alerte et de prévision des conditions météorologiques dangereuses dans les pays en développement. La concrétisation se fera à travers la collaboration entre les centres du Système mondial de traitement des données (SMTDP) et les services météorologiques au public (SMP), avec le concours d'autres programmes, afin de mettre en place le processus de prévision en cascade par l'entremise du projet concernant la prévision des conditions météorologiques extrêmes.

- Les centres mondiaux proposent des produits de prévision numérique du temps (PNT)/prévision d'ensemble et des produits satellitaires, y compris sous forme probabiliste, à l'échelle du projet ;
- Les centres régionaux interprètent les informations provenant des centres mondiaux, élaborent des guides prévisionnels (jusqu'à 5 jours) pour les centres météorologiques nationaux (CMN), exploitent des modèles à mailles limités pour affiner les produits, tiennent à jour les sites web des centres météorologiques régionaux spécialisés (CMRS) et communiquent avec les CMN participants ;
- Les CMN produisent des alertes, bulletins météorologiques et avis de phénomènes météorologiques dangereux, communiquent avec les utilisateurs et contribuent à l'évaluation du projet ;
- Les CMN ont accès à tous les produits et sont responsables des avis et services nationaux.

► **Les points forts du projet de démonstration sont entre autres**

- Économique ;
- Simple ;
- Les SMHN n'ont besoin que d'une bonne connexion Internet ;
- Axé sur l'efficacité opérationnelle ;

- Développement des capacités via des programmes de formation ;
- Amélioration des prévisions et des délais d'alerte.

► **Processus de mise en œuvre**

- Phase I : Planification d'ensemble
- Phase II : Planification et mise en place des sous-projets régionaux
- Phase III : Évaluation des sous-projets régionaux
- Phase IV : Pérennité et avenir des sous-projets régionaux

► **Rôle et responsabilités des pays participants**

- Choisir les représentants nationaux
- S'accorder sur les critères d'alerte
- S'accorder sur le calendrier de lancement
- Remettre les rapports trimestriels
- S'accorder sur l'organisme



Du matériel obsolète au Service Météorologique du Gabon.

Erick Kaglan/Banque mondiale

9-4- Projets et programmes

9-4-1- Financement des services météorologiques, climatiques, d'eau et d'alerte rapide en Afrique centrale

Le financement du climat dans l'accord de Paris appelle les pays développés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, mais une analyse récente montre qu'il sera difficile d'atteindre cet objectif.

Les pays africains ont pris des engagements ambitieux, dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), pour renforcer la résilience au changement climatique et transformer leurs économies sur des trajectoires à faibles émissions de carbone.

Cependant, la plupart de ces engagements sont conditionnés à un soutien financier substantiel des pays développés pour le financement de l'action climatique.

► Mécanismes de financement des contributions déterminées au niveau national

La BAD a mis en place le pôle des contributions déterminées par l'Afrique (CDN) pour servir de réserve de ressources aux pays membres régionaux et pour coordonner diverses activités sectorielles en vue de remplir les obligations liées à l'accord de Paris.

Le hub se concentre en particulier sur trois domaines de support clés :

- Favoriser une action climatique à long terme :

Cela implique un travail analytique visant à aligner les pays CDN sur l'agenda national de développement, leurs contributions volontaires et d'explorer les options permettant de créer l'ambition nécessaire pour une croissance à faible émission de carbone et la résilience climatique sur une trajectoire à long terme.

- Mobiliser les moyens de mise en œuvre et financement, renforcement des capacités, développement et transfert de technologie.

Le hub mobilisera des fonds mondiaux pour le climat et le secteur privé afin de prendre en compte les engagements conditionnels et inconditionnels des CDN africains ;

- Coordination, plaidoyer et partenariats :

Le hub fournira une plateforme pour la coordination des activités de soutien des CDN sur le continent pour une utilisation efficace des ressources limitées.

► Fonds climatiques existants à la BAD

Fonds fiduciaires gérés par la banque :

Fonds pour le changement climatique en Afrique

Fonds pour l'énergie durable en Afrique

Fonds spécial ClimDev Afrique

Facilité africaine de l'eau

► Fonds internationaux pour lesquels la banque mondiale est l'agence d'exécution

Fonds vert pour le climat (GCF)

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Fonds d'investissement pour le climat (CIF)

Fonds d'adaptation (AF)

► Défis

Un certain nombre de défis importants (risques et obstacles) limitent l'accès au financement pour le climat, notamment :

- Installations non institutionnelles de la plupart des institutions/agences à la base
- Coûts initiaux élevés pour l'infrastructure, le développement des compétences et le renforcement des institutions
- Difficultés d'accès aux données et informations pertinentes
- Conditions spéciales pour accéder aux fonds mondiaux pour le climat

► Opportunités

- Mécanismes nouveaux et supplémentaires de financement pour le climat dans le cadre des CDN
- Nécessité de mobiliser des ressources nouvelles et supplémentaires au niveau national et international, public et privé
- Tirer parti des flux financiers privés nationaux et internationaux
- Fonds mixtes
- Cofinancement
- Weather Index Insurance/Programme de financement des risques de catastrophe en Afrique (ADRFi) pour renforcer le financement et l'assurance du risque climatique pour les pays africains, en collaboration avec l'ARC

9-4-2- Le centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale : vers un centre climatique régional pour l'Afrique centrale (Elie MBAITOUBAM)

Jusqu'en 2010, en Afrique subsaharienne, l'Afrique centrale était la seule sous-région à ne pas disposer d'un Centre climatique régional (CCR). Ainsi les pays de l'Afrique centrale ont-ils exprimé leur vive préoccupation par rapport à la vulnérabilité des secteurs socio-économiques et des systèmes de production africains face à la variabilité et au changement climatique.

C'est ainsi qu'AMCOMET1, en avril 2010 à Nairobi, a recommandé, avec l'appui de l'OMM, la création d'un CCR pour l'Afrique centrale. Cette recommandation a été formalisée par la Décision 02/2 lors d'AMCOMET2, en octobre 2012 à Victoria Falls au Zimbabwe, où l'OMM, la CUA et autres partenaires ont été sollicités pour appuyer le processus de la création dudit centre. AMCOMET3 de février 2015 à Praia au Cap Vert était satisfaite du déclenchement du processus par la réunion d'octobre 2014 à Ndjamena au Tchad sur le sujet.

L'approbation de la création du CCR de l'Afrique centrale a été sanctionnée par le Communiqué final de la Conférence des ministres en charge de la Météorologie de l'Afrique centrale du 24 avril 2015 à Yaoundé au Cameroun. C'est ainsi que le centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale CAPC-AC a été créé par décision **N°72/CEEAC/CCEG/XVI/15 du 25 mai 2015** lors de la 16e Conférence des chefs d'État de la CEEAC à Ndjamena au Tchad. L'adoption d'une approche de mutualisation des efforts pour former une masse critique capable de fournir les informations aux SMHN est la matérialisation de cette démarche, qui justifie l'intérêt de rendre opérationnel le CAPC- AC suite à sa création.

10. CONCLUSION

Les discussions au cours de cet évènement, unique en son genre en Afrique centrale, ont confirmé l'évidence de l'extrême vulnérabilité de la région au dérèglement actuel du climat du fait d'une très faible capacité d'adaptation, d'anticipation et de réaction.

Les constats, les suggestions émises et les engagements pris permettent d'envisager avec optimisme un début de solution à venir, allant dans le sens du renforcement des capacités institutionnelles, humaines et matérielles des mécanismes en charge de la gestion de cette problématique.

Sous ce prisme, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) devrait jouer un rôle prépondérant dans le cadre de ses missions d'intégration régionale, ce à travers le développement d'un plan d'action et l'appui aux mécanismes nationaux, la mobilisation du partenariat ainsi que le développement des moyens de coordination entre les divers intervenants.



Les informations météorologiques sont essentielles pour la navigation aérienne.

Erick Kaglan/Banque mondiale



Dominique Kuitsouc, Coordinateur de la cellule GRC/ACC à la CEEAC.

11. COMMUNIQUÉ

Adoption du communiqué final du Forum Hydromet de la CEEAC et cérémonie de clôture

M. Phillipe Richard BANGAWA, directeur de la Météorologie du Cameroun, a lu le communiqué final du forum de la CEEAC, qui a été préparé conjointement et approuvé par les représentants de la CEEAC, de l'OMM, d'AMCOMET, de la Commission de l'Union africaine, de la Banque mondiale, du Gabon et l'ensemble des participants.

M. Louis Roger ESSOLA, facilitateur du REPARC, a modéré la cérémonie de clôture. Des allocutions ont été prononcées à cette occasion par les différentes délégations de l'Union européenne, la Banque mondiale, l'OMM, l'AMCOMET, la Commission de l'Union africaine, la CEEAC et du ministre des Transports du Gabon.

Les membres du panel participant à la cérémonie de clôture ont convenu que la variabilité et le changement des conditions climatiques ainsi que l'évolution des conditions météorologiques menaçaient d'éliminer les progrès réalisés dans le domaine du développement. Aussi la fréquence des catastrophes naturelles liées au climat a augmenté. Cette évolution a des répercussions notables sur le développement économique de la sous-région et du continent et compromet véritablement les efforts déployés par l'Afrique pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et le plan de développement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le secteur météorologique assume une responsabilité considérable dans le cadre du développement socioéconomique de l'Afrique. La Commissaire de l'Union africaine a mis en relief la ferme détermination à assurer le développement des services hydrologiques et météorologiques en Afrique manifestée par les chefs politiques africains qui ont entériné la Stratégie africaine intégrée pour la météorologie (services météorologiques et climatologiques) d'AMCOMET durant la 20e session ordinaire de l'Union africaine qui s'est tenue en janvier 2013.

Les membres du panel ont également noté que la CEEAC et le continent dans son ensemble bénéficiaient de l'étroite collaboration menée avec leurs partenaires à l'échelle internationale, notamment la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, l'OMM et l'Union européenne, et insisté sur la nécessité de poursuivre cette coopération. En entérinant le Communiqué de la CEEAC, ils ont réaffirmé leur détermination à prendre toutes les mesures nécessaires, à court et à long terme, pour s'assurer que les pays bénéficient de manière durable de services hydrométéorologiques.

Les participants ont fait part de leur profonde gratitude envers le gouvernement et le peuple de la République gabonaise pour avoir organisé ce forum et les ont remerciés de la chaleureuse hospitalité accordée aux différents délégués.

Nous, représentants des institutions des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), membres du Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes et l'adaptation au changement climatique (REPARC) et autres parties prenantes à la construction d'une résilience face aux catastrophes et au changement climatique ; représentant les praticiens des secteurs de la météorologie, de l'hydrologie et de la gestion des risques de catastrophe en Afrique centrale, délégués au Forum hydrométéorologique de la CEEAC, réunis du 14 au 16 novembre 2018 à Libreville par la CEEAC et le gouvernement de la République gabonaise avec le soutien de l'Union européenne, du Groupe des États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), de la Banque mondiale, de l'Organisation météorologique mondiale et autres partenaires au développement et partenaires techniques ;

Apprécions l'hospitalité et l'accueil chaleureux que le gouvernement et le peuple gabonais ont réservés aux délégués de la conférence, et les félicitons pour leur engagement en faveur de la réduction des risques de catastrophe et de la gestion des risques liés au climat ;

Considérant les avantages comparatifs, les mandats et les capacités des différentes parties prenantes qui visent collectivement à améliorer la production, la fourniture et l'utilisation de services météorologiques, hydrologiques et climatiques pour l'alerte précoce afin de réduire la vulnérabilité aux catastrophes hydrométéorologiques, réduire l'extrême pauvreté et construire une prospérité partagée dans la région Afrique centrale ;

Notons que le renforcement ciblé des capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux et régionaux par une approche axée sur les utilisateurs finaux, sur la fourniture de services et sur la connectivité de l'ensemble de la chaîne de production, est essentiel à la fourniture de services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce pour le développement durable et la résilience au changement climatique ;

Reconnaisant la nécessité constante d'investir de manière adéquate dans la modernisation et l'intégration des systèmes et services hydrologiques, météorologiques et d'alerte rapide, en faisant appel à des programmes et des initiatives de partenariat tels que le programme Hydromet pour l'Afrique, un partenariat conjoint de la Banque mondiale, de l'OMM, de la BAD et d'autres organisations, afin de renforcer les réalisations actuelles dans la région de la CEEAC pour des prévisions climatiques et des systèmes d'alerte précoce efficaces;

Reconnaisant en outre que la collaboration dans le domaine des systèmes météorologiques, hydrologiques, climatiques et d'alerte rapide doit s'appuyer sur diverses politiques et stratégies nationales et régionales, notamment la Stratégie africaine intégrée pour la météorologie (SAIM), sous les auspices de la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET), et la Stratégie d'Afrique centrale pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique;

Reconnaissant qu'aux côtés des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), le secteur privé, les universités, la société civile, les médias et d'autres acteurs non étatiques ont également un rôle clé à jouer dans le renforcement des systèmes régionaux et nationaux hydrométéorologiques, d'alerte précoce et de gestion des risques de catastrophe ;

Notant l'importance des services hydrométéorologiques et de gestion des risques de catastrophe pour atteindre les objectifs de la Stratégie régionale pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique, de la politique sous-régionale sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles et de la politique régionale de l'eau, en s'appuyant sur l'Agenda 2063 pour l'Afrique, sur la Stratégie africaine intégrée pour la météorologie (SAIM), sur les objectifs de développement durable, sur le programme d'action pour la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et sur les engagements de l'accord de Paris ;

Ayant pris en considération les discussions approfondies et les recommandations des experts nationaux, régionaux et internationaux et des parties prenantes ayant participé au forum ;

- **Appelons** les partenaires techniques et au développement, y compris la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, les agences des Nations unies et les partenaires bilatéraux, à renforcer leur soutien à la modernisation des services hydrométéorologiques, aux systèmes d'alerte précoce et aux services de gestion des risques de catastrophe, en adéquation avec les besoins et priorités exprimés par la CEEAC, les SMHN, les organismes des bassins hydrographiques et les gouvernements nationaux d'Afrique centrale, afin de contribuer à une meilleure compréhension et à une meilleure prévision du système climatique ;
- **Demandons** aux gouvernements respectifs de continuer leur appui pour assurer que les services de météorologie, d'hydrographie, d'alerte et de gestion des risques de catastrophe disposent d'un environnement politique et financier propice à l'accomplissement de leur mandat, de manière à appuyer le développement résilient de tous les secteurs de l'économie et de tous les segments de la société, en particulier les personnes vulnérables et les pauvres ;
- **Demandons** aux partenaires de collaborer étroitement à la convergence des systèmes et services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce afin de maximiser les synergies, les économies d'échelle et l'efficacité, pour garantir des prestations de services fiables aux communautés et aux populations d'Afrique centrale ;
- **Reconnaissons** le Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes et l'adaptation au changement climatique en Afrique centrale (REPARC) et son influence sur l'intégration de la résilience au climat et aux catastrophes dans les décisions et les politiques nationales, et demandons au REPARC de soutenir les investissements des États membres de la CEEAC dans les programmes de résilience aux catastrophes et au climat ;

- **Appelons** à une intégration horizontale et verticale plus forte des politiques, stratégies et programmes visant à renforcer les services météorologiques, hydrologiques et d'alerte rapide aux niveaux national, régional et continental, en encourageant l'élaboration de stratégies inclusives de gestion des risques de catastrophe dans le contexte du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et en s'appuyant sur les Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), les contributions déterminées au niveau national (CDN) pour l'action climatique dans le cadre de la CCNUCC, et le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC).
- **Demandons** d'accélérer la mise en service du Centre d'application et de prévision climatologique de l'Afrique centrale (CAPC-AC), créé en 2015 pour la région de la CEEAC et dont le siège est à Douala ;
- **Exhortons** la CEEAC et ses États membres à renforcer leur soutien à la recherche appliquée et à la formation professionnelle dans les domaines de la météorologie, de l'eau, du climat et des systèmes d'alerte précoce ;
- **Encourageons** l'intégration du genre et l'inclusion des jeunes, des groupes vulnérables et des organisations communautaires dans la conception et la mise en œuvre d'approches intégrées des services météorologiques, hydrologiques, climatologiques et d'alerte précoce à l'appui du développement durable ;
- **Réaffirmons** notre soutien à la promotion de l'appropriation du renforcement des services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce régionaux et nationaux ;
- **Nous nous engageons** en outre à veiller à ce que la modernisation des services hydrométéorologiques soit l'une des priorités de développement aux niveaux national et régional, moyennant des investissements suffisants ;
- **Demandons** au secrétaire général de la CEEAC de soumettre ce communiqué au Conseil des ministres et de le porter à l'attention des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, pour suite à donner ;
- **Demandons** à la Commission de l'Union africaine de porter le présent communiqué à l'attention des structures décisionnelles de l'UA, pour approbation et action ;
- **Adoptons** à l'unanimité le présent communiqué afin de montrer un engagement fort et collectif en faveur du développement de services météorologiques, hydrologiques et climatologiques durables afin d'assurer la délivrance de leurs produits et services aux utilisateurs finaux en Afrique centrale.

Libreville, République Gabonaise, 16 novembre 2018

